

---

# **Motion adoptée à l'unanimité le jeudi 30 avril 2026 par 15 AESH et 1 AED de Gironde en congé de formation syndicale à l'UD FO Gironde**

Nous, AESH et AED exerçant dans le premier degré et le second degré en Gironde, réunies ce jeudi 30 avril à l'UD FO de Gironde en congé de formation syndicale FNEC FP FO déclarons nous opposer au budget d'austérité Lecornu, passé en force au moyen de l'article 49-3 qui s'attaque frontalement à l'École publique avec la suppression de 3 256 postes d'enseignants, dont 1 891 dans le 1<sup>er</sup> degré.

A la rentrée 2025, les 470 suppressions de postes du budget Bayrou s'étaient traduites par 5 000 fermetures de classes dans les écoles. Pour la rentrée 2026, c'est 4 fois plus de suppressions de postes qui sont actées...

Nous nous opposons à la marche à la guerre, à l'embrigadement de la jeunesse au sein des classes défense qui se généralisent au détriment des moyens alloués à l'Éducation Nationale. Nous exigeons un effort substantiel pour le service public d'éducation.

Le 7 janvier dernier, le Sénat a rejeté un projet de loi portant sur le statut des AESH. Repoussant de facto toute amélioration concrète du métier d'AESH et tout projet d'augmentation des salaires. Pourtant, le contenu de ce projet de loi présenté au budget était bien loin de satisfaire nos revendications laissant à l'employeur la possibilité de nous faire travailler plus de 39 heures par semaine en multipliant les missions ou en nous maintenant en temps incomplet imposé. Mais cela coûte encore trop cher !

**Nous exigeons un statut qui nous sorte de la précarité. Nous exigeons la création d'un statut de fonctionnaire pour les AESH , condition de la reconnaissance de notre profession essentielle.**

Nous nous opposons à la généralisation des PAS, qui augmentera notre rayon d'intervention, limitera les notifications et de fait le recrutement d'AESH. Les PAS visent à restreindre et contourner les notifications MDPH et à mutualiser toujours plus des AESH ! Plutôt que de créer des places dans les établissements sociaux et médico-sociaux, plutôt que de recruter des AESH sous statut, le Ministère entend généraliser les PAS pour amplifier les économies sur le dos des élèves les plus fragiles.

**Nous sommes prêt.es à nous mobiliser par la grève pour la satisfaction de nos revendications :**

**Un vrai statut de fonctionnaire à temps plein**

**L'abandon des PAS, des PIAL et de la politique de mutualisation**

**La subrogation immédiate**

**L'octroi des jours de fractionnement**

**Une augmentation de la quotité des AESH volontaires exerçant sur la pause méridienne**

**L'augmentation immédiate des salaires !**